



Compte rendu du groupe de travail du 10 février sur la formation

Plusieurs points étaient inscrits à ce groupe de travail de 3 heures.

Le premier, l'approbation du relevé de conclusion du GT Formation du 10 septembre, n'a pas été traité.

Le second, le projet de document ministériel d'orientation stratégique en matière de formation professionnelle pour la période 2022-2024, se proposait d'examiner 6 axes prioritaires. Le format réduit de la réunion n'a permis de n'en aborder que deux.

Quant à la synthèse, elle ne fut par conséquent qu'effleurée.

Dans leurs propos introductifs, les fédérations UNSA et CFE-CGC avaient exprimé leurs doutes quant à la justesse de temps accordé à ce sujet pourtant essentiel à la réalisation des missions des agents du ministère.

Le Secrétariat Général se veut rassurant quand au calendrier et assure que la tenue d'un autre groupe de travail qui affinera le sujet pourra tout à fait être envisagée.

Premier axe : Diffuser les valeurs et les principes de la République

S'assurer de l'appropriation des valeurs et principes de la République par les agents du ministère et veiller au respect des obligations qui incombent à l'employeur en matière de protection fonctionnelle des agents, sont les deux actions retenues par le SG pour mener à bien cet axe d'intérêt national prioritaire.

Quelques bémols cependant :

- les contractuels sont absents des actions envisagées, ce que reconnaît le SG qui s'engage à corriger sa copie en conséquence ;
- l'externalisation des formations, par exemple sur les violences sexistes et sexuelles, à la société EGAE, créée par Caroline De Haas, personnage controversée pour ses positions féministes extrêmes et agressives envers les hommes. Néanmoins les directions interrogées en séance ne font pas remonter de problèmes particuliers.

Nos fédérations estiment que les compétences existent au sein de notre ministère pour assurer l'ensemble des formations et surtout, sur des sujets sensibles comme les violences sexuelles et sexistes. Encore faut-il que les chefs de service acceptent que leurs agents interviennent comme formateurs.

Par ailleurs, le SG s'engage à faire évoluer les modalités de promotion de la diversité par la mise à disposition de vidéos par exemple.

Il informe également les OS de la nomination d'un référent laïcité ministériel accompagné de relais directionnels qu'il conviendra de former.

Enfin, le sujet de l'adaptation des rythmes de formation devra être étudié pour permettre à l'ensemble des agents de participer aux actions de formations.

Les fédérations UNSA et CFE-CGC attendent du SG des statistiques sur le nombre de procédures de protections fonctionnelles et tiennent à ajouter aux formations proposées une formation pour les encadrants face aux agents d'accueil agressés qui pour l'instant se sentent abandonnés par leur hiérarchie.

Nous avons dénoncé les propos surprenants et blessants d'une puissante fédération qui consistaient à dire que les agents d'accueil de notre ministère deviennent de plus en plus racistes.

C'est un renversement des valeurs qui fait porter la responsabilité des incivilités voire des agressions sur nos collègues des accueils et qui est sans fondement.

Deuxième axe : Accélérer la transformation numérique de l'Etat

Là encore deux actions sont présentées par le SG : poursuivre l'acculturation numérique des agents et s'appuyer sur la formation en ligne pour garantir l'accès de tous les agents à la formation.

Le parcours numérique ou PAC-NUM est actuellement déployé auprès de 20 000 agents de la DGFIP et des 2 400 agents du Secrétariat Général. Il ne revêt pas de caractère obligatoire et les résultats réservés aux conseillers de formations garantiront une meilleure orientation des agents sur les formations. A terme il sera proposé à l'ensemble des 133 000 agents du ministère.

La deuxième action interpelle car l'inclusion doit être favorisée par plus que de la formation en distanciel. Le SG reconnaît la maladresse de la formulation et corrigera donc l'intitulé de l'action.

En conclusion

Le SG avait proposé un autre groupe de travail pour affiner les réflexions sur la formation. Avec le reste à faire de ce premier GT, il en faudra assurément plus d'un pour parvenir à un examen exhaustif du sujet.

Les fédérations UNSA et CFE-CGC attendent donc la prochaine réunion qui, espérons-le, sera mieux calibrée au regard de la densité des échanges.